

JAMBO!

COMMIS VOYAGEUR DE LA RECHERCHE

par A.A. LAQUIAN

M. A.A. Laquian, ancien directeur associé à la Division des Sciences sociales du CRDI, vient de passer deux années à Nairobi. Il y dirigeait un projet de formation de jeunes chercheurs et de développement des institutions de recherche de l'Afrique de l'Est dans le domaine des sciences sociales. Il nous fait ici le récit de ces deux années et nous dépeint sans détour l'état de la recherche en sciences sociales dans cette région du monde.

M. A.A. Laquian enseigne actuellement à Manille, à l'Université des Philippines.

«Jambo» — c'est sur cette note gaie qu'on se salue partout en Afrique de l'Est — le cri retentit un certain matin frisquet, par dessus la haie d'épineux entourant la demeure d'une famille de Samburus, indigènes du nord du Kenya.

«Jambo», lui fut-il répondu de la hutte. Un homme en sortit, vêtu d'une robe orange dans les plis de laquelle il cachait à tout hasard une massue prête à servir. Le guide — un Samburu lui aussi — l'informa qu'une personne venue de l'étranger désirait lui parler. Sa longue explication fut suivie d'un lourd silence. Le guide expliqua que le visiteur enquêtait sur les conditions de vie des Samburus, ce qui ne dissipa pas le silence, teinté de soupçon. Alors le guide offrit à l'homme une pincée de tabac et distribua des sucreries à une demi-douzaine d'enfants qui s'étaient

timidement rassemblés. Le Samburu à la robe orange sourit, s'approcha du feu allumé par une de ses femmes et indiqua qu'il voulait bien répondre aux questions.

Un autre projet du CRDI, en Afrique de l'Est, venait de démarrer.

J'étais «la personne venue de l'étranger» et, en ma qualité de directeur du Projet de développement des sciences sociales (SSDP) en Afrique de l'Est, ma tâche consistait à encourager la recherche en sciences sociales dans la région. Les projets de recherche s'éten- daient à des sujets d'une grande variété : l'évolution du rôle de la femme dans les tribus semi-nomades du Kenya; l'urbanisation des tribus pastorales à Dodoma; les projets de parcelles assainies de la Banque Mondiale dans les quartiers de squatters de Lusaka;

l'application, au Botswana, des règlements sur le pâturage tribal; et l'impact de la construction par les Chinois d'une voie ferrée reliant la Tanzanie et la Zambie.

Mon affectation à des fonctions aussi vastes souligne parfaitement le «style» du Centre en matière d'assistance technique. À Nairobi, les gens avaient du mal à se représenter ce que pouvait bien faire en Afrique un «commis voyageur» de la recherche, philippin de naissance, éduqué aux États-Unis et financièrement assisté par un organisme canadien. La réponse pouvait être trouvée dans l'objectif déclaré du SSDP — «contribuer à l'initiation de jeunes intellectuels est-africains aux sciences sociales».

Pour atteindre ce but, je reçus des pouvoirs assez larges : j'étais autorisé à recommander de modestes subventions à de jeunes intellectuels, à financer des séminaires et des conférences, de même que la publication et la diffusion des résultats de la recherche, à faire des dons de livres et de matériel, à donner des cours et des conférences, et à initier de jeunes intellectuels à la recherche sur le terrain. Le Centre ne voulait pas venir en Afrique de l'Est avec des idées préconçues sur ce qu'il fallait faire en la matière.

MES TOURNÉES

Juin 1977 à juillet 1979. Ces deux années n'étaient pas placées sous de bons auspices pour des tournées en Afrique de l'Est. La semaine où j'arrivai à Nairobi, East African Airways interrompit ses services. Peu après, la Communauté est-africaine comprenant le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda fut dissoute et la frontière entre le Kenya et la Tanzanie fermée. La frontière de l'Ouganda resta ouverte, mais les atrocités qu'on rapportait y avoir été commises décourageaient le visiteur. L'Éthiopie et la Somalie étaient en guerre au sujet de l'Ogaden. Plus au sud, des raids punitifs étaient lancés par les forces rhodésiennes et pénétraient profondément en Zambie. Enfin, des forces composées de soldats tanzaniens et d'exilés de l'Ouganda envahirent ce pays et renversèrent Idi Amin.

Le climat universitaire ne se prêtait pas davantage à la recherche en sciences sociales dans cette partie du monde. Dans des pays relativement modernes, comme le Kenya et la Tanzanie, il s'était créé au cours des deux dernières décennies, un corps de spécialistes en sciences sociales capable de se



En Afrique, la recherche en sciences sociales a traditionnellement mis l'accent sur l'ethnographie et l'anthropologie, mais la nouvelle génération de chercheurs s'intéresse aux problèmes concrets de la société.

vouer à la recherche, mais ils étaient beaucoup trop occupés à des tâches administratives. Les conditions étaient encore pires dans les petits pays confinés de l'Afrique du Sud. Les expatriés y comptaient pour près de 70 p. 100 du corps professoral et les résultats de leurs recherches, publiés à l'étranger, n'étaient pas disponibles sur place.

La plupart des universités envisageaient l'enseignement comme leur rôle principal et n'encourageaient pas la recherche. L'administration financière de ces universités n'était pas orientée vers la gestion de fonds de recherche. Les dons des organismes internationaux étaient inégalement distribués.

Malgré toutes ces difficultés j'arrivai à mettre en route un certain nombre de projets. Comme les bénéficiaires étaient de jeunes universitaires, les subventions étaient relativement modestes, environ 4 000 \$ américains chacune. Elles allaient généralement à un "chercheur principal", assisté d'un certain nombre d'associés et d'assistants. Le financement des projets dépassait rarement un an. Tous ces projets impliquaient que de jeunes étudiants seraient formés aux réalités de la recherche sur le terrain.

Étant moi-même engagé personnellement et professionnellement dans tous ces projets, je faisais des conférences à l'intention des chercheurs, souvent à l'occasion d'un safari, autour d'un feu de camp, sous les étoiles. Les séminaires se tenaient dans des endroits invraisemblables. Une session consacrée à l'attitude chrétienne face à la clitoridectomie et à la prostitution, par exemple, s'est tenue, avec assez d'à propos, dans l'arrière-salle d'un bar, dans le nord du Kenya.

LE MÉTIER PAR LA PRATIQUE

Je suis persuadé que la recherche ne s'apprend pas bien en classe, car quelle est la classe qui peut représenter le monde réel dans toute son ampleur? J'ai enseigné à l'Université de Nairobi, il est vrai, mais j'ai saisi toutes les occasions d'emmener les étudiants sur le terrain. D'autres chercheurs travaillant dans le cadre du SSDP ont été encouragés à agir de même.

Les traditions de la recherche en Afrique de l'Est ont été initialement établies par des Européens intéressés à l'ethnographie, à l'anthropologie, à l'histoire et à la linguistique. Les techniques recommandées sont la participation, l'observation et la collecte de récits. Pour ces chercheurs il est sans intérêt de se livrer à des études sociales, à des analyses statistiques, d'employer des méthodes quantitatives. Peut-être même n'ont-elles pas leur place ici, entend-on.

Il n'était pas toujours facile d'enseigner les méthodes quantitatives à des élèves sans connaissances mathématiques, ou presque. Souvent des étudiants universitaires ignoraient même l'existence des méthodes statistiques les plus fondamentales. Lorsqu'il était pos-

sible de donner des cours de mathématiques, les élèves étaient incités à faire des exercices purs et simples en employant des formules standard. L'objet de l'enseignement pouvait sembler la réussite d'examens à l'Université de Cambridge plutôt que l'application des mathématiques à la vie quotidienne. Il ne suffisait donc pas, dans l'enseignement des méthodes de recherche, de décrire l'emploi de certaines méthodes de rassemblement ou d'analyse de données; il fallait encore montrer leur relation avec la réalité et avec la fondation culturelle des concepts utilisés en sciences sociales.

Il n'y avait par ailleurs aucune difficulté à emmener de jeunes chercheurs à l'extérieur. L'expédition leur apparaissait comme un excitant safari, comme une occasion également d'échapper à la classe et aux exercices scolaires. Aucune difficulté non plus à établir des questionnaires et des guides d'interviews, malgré les nombreuses langues parlées dans cette partie de l'Afrique. Du fait de la conduite des interviews, les jeunes chercheurs étaient

«La plupart des universités envisageaient l'enseignement comme leur rôle principal et n'encourageaient pas la recherche.»

forcés d'abandonner leur timidité. Souvent aussi on pouvait voir combien ces étudiants s'étaient éloignés de leurs origines au point qu'elles leur étaient devenues étrangères. Certains également avaient nourri des attitudes de supériorité que villageois et nomades perçoivent rapidement, ce qui créait des difficultés.

Il existe heureusement un certain nombre de chercheurs africains d'expérience qui peuvent prendre le temps de former de jeunes chercheurs. Ces chercheurs reçoivent au titre du SSDP des subventions grâce auxquelles ils peuvent se livrer à leurs travaux. Il est convenu qu'ils doivent prendre sous leur aile des jeunes de leur région pour leur montrer les méthodes de recherche. Dans quelques rares cas, les chercheurs étaient des expatriés, dans d'autres ils appartenaient à des pays africains autres que les pays de recherche. C'est ainsi que quelques professeurs ougandais en exil devinrent les tout premiers chercheurs à participer aux projets du SSDP au Botswana, en Tanzanie et en Zambie.

UN COUP DE MAIN

Avec un budget de seulement 25 000\$ par an pour ses opérations et activités, le SSDP ne pouvait accorder que de modestes subventions. Or, le CRDI finance en Afrique de l'Est des projets dont le coût approche du million de dollars. Parmi ceux-ci, l'appréciation critique du programme de décentralisation en Tanzanie, une étude sur le développement rural au Kenya, d'autres sur les incidences et conséquences de l'amélioration et de la viabilisation de terrains sur le bien-être des anciens squatters et bidonvillois en Zambie.

Le Programme des Ressources humaines procure également des bourses à des chercheurs engagés dans des projets. En surveillant le développement des projets du CRDI, j'étais à la recherche de jeunes chercheurs africains qui pourraient bénéficier d'une formation plus poussée. C'est ainsi que, dans le projet zambien, le chercheur en titre et un associé de recherche obtinrent des subventions pour recevoir une formation à l'étranger. Une autre subvention est allée à un chercheur sénégalais pour lui permettre d'obtenir un diplôme universitaire au Canada.

Un important avantage des bourses reliées à des projets est que le succès obtenu au cours de la réalisation d'un projet devient un test pour leur attribution. J'ai eu amplement le temps d'apprécier le potentiel universitaire d'un chercheur pendant que se déroulaient les opérations d'un projet. Dans le cas d'une bourse accordée pour le temps du projet, le chercheur avait la possibilité de revenir sur place après avoir bénéficié de sa bourse, ce qui lui permettait d'appliquer immédiatement ses connaissances toutes fraîches. En prenant avantage de la disponibilité de fonds du CRDI dans cette voie, il a été possible d'étendre les fonds destinés aux projets.

SOUTIEN AUX PUBLICATIONS

Nul ne peut accuser les chercheurs est-africains d'être engagés dans une course impitoyable à la publication. Les communiqués professionnels des chercheurs de la région sont rares et paraissent à de longs intervalles. Les revues spécialisées sont le fief des expatriés. Toutes ces publications, très coûteuses, ne sont guère à la portée de l'étudiant moyen.

Les choses se sont gâtées en Afrique de l'Est lors de la disparition de l'EALB ("La Littérature Est-Africaine"), en 1977. L'EALB, avec le soutien de l'Ex-Communauté est-africaine, avait publié les travaux d'universitaires africains et subventionné la publication de quelque 20 revues spécialisées. Les éditeurs n'ont pas été capables de poursuivre l'oeuvre de l'EALB en l'absence de subventions officielles. Le Kenya et la Tanzanie ont créé des presses gouvernementales, mais celles-ci publient principalement des textes scolaires. Les publications savantes ont donc pratiquement disparu ces deux dernières années en Afrique de l'Est.

Selon M. Laquian, il est plus efficace de financer de modestes projets de recherche au niveau individuel.

Malgré ses maigres ressources, le SSDP a tenté de financer quelques publications. L'assistance en question se limitait parfois à la dactylographie de manuscrits, mais elle se traduisait aussi par des subventions à des revues et à des livres. Il y a en Afrique de l'Est un besoin critique de manuels en sciences sociales et en méthodologie de la recherche. Aussi accorda-t-on une modeste subvention à quelques économistes de l'Université de Nairobi pour la rédaction d'un manuel. La subvention pour les commandes couvrit une partie du coût de l'impression, ce qui permit à l'éditeur de vendre le livre à un prix inférieur de 40 p. 100 au prix commercial. Le soutien accordé par le SSDP aux publications ne touche que la partie émergée de l'iceberg : le besoin de fonds est immense. Il faudrait absolument financer des revues de sciences sociales qui publieraient les travaux de chercheurs locaux. Il y a un besoin de manuels, car si les ouvrages publiés en Europe et en Amérique prétendent se référer à des "principes universels", les sujets qu'ils traitent et les exemples qu'ils donnent sont étrangers à l'Afrique de l'Est et y sont inapplicables. Manquent également des versions vulgarisées, en langage clair, des résultats de la recherche à l'intention des concepteurs de politiques et des profanes.

Le projet a vu se dérouler une autre activité, celle de la formation d'associations et de "réseaux" de sciences sociales et l'encouragement donné à ces associations. Un spécialiste des sciences sociales, comme tout autre spécialiste,

éprouve le besoin de confronter ses idées avec ses pairs au sein d'une association corporative, en l'absence de laquelle il peut être tenté de trouver pour ses travaux une audience internationale.

Notons toutefois l'existence, depuis 1975, d'un groupe de jeunes chercheurs en sciences sociales. Sans reconnaissance officielle, sans constitution, sans encadrement, ils arrivent néanmoins à tenir chaque année un séminaire au cours duquel sont présentés des documents pour appréciation critique et diffusion.

Répétons-le, les efforts du SSDP sont modestes en comparaison du vaste besoin d'associations et de réseaux nationaux en Afrique de l'Est. On a remarqué qu'il est souvent beaucoup plus facile pour un spécialiste africain des sciences sociales de rédiger et de présenter une communication à l'intention de scientifiques américains ou européens que de le faire dans son propre pays.

UNE APPROCHE EXPÉRIMENTALE

Les tournées de commis voyageur étaient une sorte de ballon d'essai lancé par le CRDI pour trouver le moyen d'innover dans le développement des sciences sociales en Afrique de l'Est. Pendant les deux années de déroulement du projet, nous avons appris un certain nombre de choses qui pourraient bien avoir des conséquences sur la façon dont le CRDI dispense son aide dans la région.

Tout d'abord il est devenu évident

qu'il est plus efficace de financer de modestes projets de recherche qui répondent directement aux intérêts des chercheurs africains que de soutenir de plus grands projets qui exigent des institutions locales des capacités de gestion. Ces subventions modestes sont particulièrement efficaces lorsqu'elles s'ajoutent aux ressources locales déjà consacrées à la recherche.

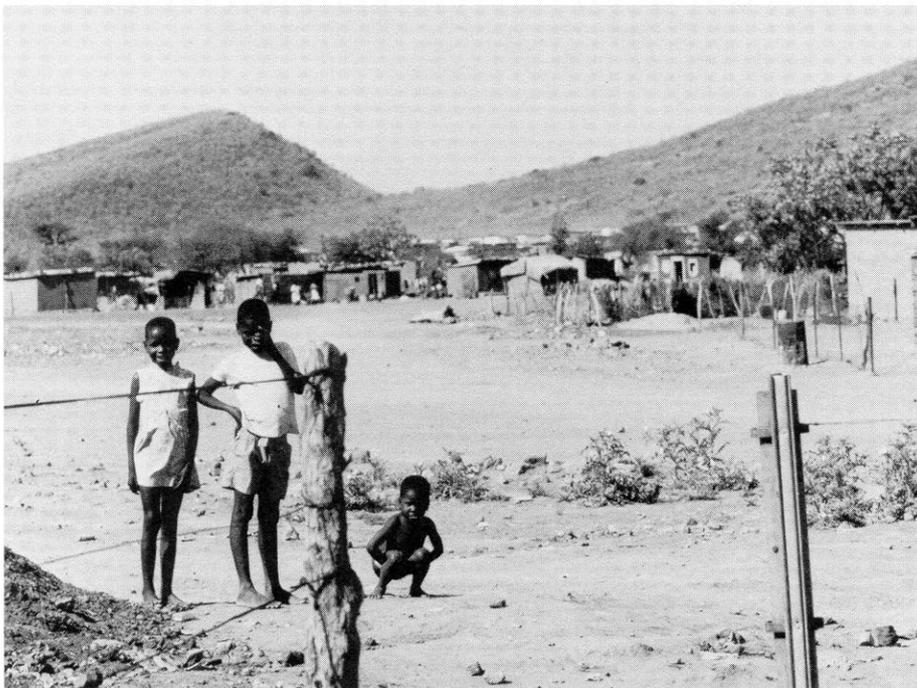
En deuxième lieu, il existe un grand besoin de formation à la recherche en Afrique de l'Est. La meilleure manière d'apprendre la recherche est en fait de la pratiquer. Donc un système d'apprentissage qui permet à de jeunes chercheurs de travailler en collaboration étroite avec des collègues chevronnés est une excellente façon de combiner la recherche avec l'enseignement.

En troisième lieu, malgré l'assistance apportée par les organismes donateurs internationaux à la cause des sciences sociales en Afrique de l'Est au cours des deux dernières décennies, il existe toujours un besoin de donner leur chance à de jeunes chercheurs au moyen de bourses et de cours de formation.

En quatrième lieu, la publication et la diffusion des résultats de la recherche sont fort loin de répondre aux besoins. Il faudrait des manuels écrits par des auteurs locaux, citant des cas et des exemples pris dans la vie locale. Les revues spécialisées devraient être financées, comme il faudrait intéresser davantage de gens à la recherche en sciences sociales en leur offrant des ouvrages de vulgarisation écrits dans un style simple à l'intention des concepteurs de politiques et aussi des profanes.

En cinquième lieu, si des chercheurs en sciences sociales veulent vraiment faire carrière dans cette spécialité, il faudrait qu'ils puissent se grouper en associations ou réseaux pour appuyer leurs efforts réciproques. Il pourrait y avoir, à ce rassemblement régional, diverses difficultés d'ordre politique et linguistique, sans oublier celles liées aux déplacements et aux communications, mais elles ne font que mettre en lumière le besoin essentiel de collaboration.

En conclusion, les résultats du SSDP montrent que le développement des sciences sociales en Afrique de l'Est est lié à un effort de recrutement et de formation. Contrairement à l'Asie et à l'Amérique latine, l'Afrique de l'Est compte peu de chercheurs d'expérience. Les organismes donateurs ne peuvent espérer y recevoir des propositions de chercheurs indigènes, les évaluer, engager leurs auteurs et obtenir des résultats dans un délai raisonnable. Pour quelque temps encore, il faudra s'occuper des chercheurs, les éduquer et les former. □



Les conséquences de la viabilisation des terrains occupés par les squatters offrent une multitude de sujets de recherche et autant d'occasions de formation pour les jeunes chercheurs en sciences sociales.